

[Texte]

a copy of the minutes incorporating your comments so that he will know what he might expect.

Mr. Lawrence: Certainly the cost of government today, even in relation to the price of food staples, is a very pertinent area for our inquiry.

Mr. Danforth: Mr. Chairman, we have left out one segment in the preliminary list—I think it has quite a bearing on cost—and that is transport. If I remember your original list, I think we have left out transport, which could be quite a factor.

The Chairman: Yes. Very definitely. Maybe what I could do is give you a list of the organizations or associations that we have in mind. I am going to ask Mr. Marcel Roy to help me because I still do not have the name of the Quebec organization he mentioned.

The 13 of 14 groups we have at this time—this will include, of course, somebody in the transport field—are: the Consumers' Association of Canada, the National Farmers Union, the Canadian Federation of Agriculture, the Quebec group who are not affiliated with this—what is their name, Mr. Roy?

Mr. Roy (Laval): *L'Union des Producteurs Agricoles*, the UPA.

The Chairman: The Retail Council of Canada, the Canadian Labour Congress, the Chamber of Commerce, the Canadian Food Processors Association, the Canadian Grocery Distributors' Institute, the National Anti-Poverty Organization, the Association of Canadian Advertisers, the Packaging Association of Canada, and the Grocery Products Manufacturers of Canada.

That list has about 13 names on it, and when I say 14 meetings I am talking really about 14 days. It is possible that as we proceed we are going to have to have two meetings on a Tuesday and two meetings on a Thursday, and so on.

Mrs. MacInnis.

Mrs. MacInnis (Vancouver-Kingsway): Mr. Chairman, here are two points I would like to raise. First of all, I think two very important sectors have been omitted. I think we ought to come at this from the angle of nutrition. What is a suitable diet or an adequate diet for a Canadian family even at low income? I certainly think we should have somebody from a nutritionist organization here.

The Chairman: You are talking about Mrs. Higgins or someone...

Mrs. MacInnis (Vancouver-Kingsway): Yes. Somebody from the Montreal Diet Dispensary is a very good idea.

There is nothing here about the co-operative sector. Co-operatives are a quite large and flourishing business in this country, and I think they should be invited because after all they are in a sense—and the French-speaking ones too in Quebec.

Mr. Roy (Laval): I thought they were on the list. Were they not, Mr. Chairman?

[Interprétation]

parvenir la copie du procès-verbal dans laquelle se trouvent vos commentaires; il saura donc à quoi s'attendre.

M. Lawrence: De nos jours ce que coûte l'administration constitue certainement, même relativement au prix des denrées alimentaires de base, un domaine très pertinent de notre enquête.

M. Danforth: Monsieur le président, nous avons laissé tomber une partie de la liste préliminaire, qui, à mon avis, a une très grande influence sur les prix, il s'agit des transports. Si je me souviens bien, nous avons laissé de côté les transports qui étaient sur la liste et qui pourraient être un facteur très important.

Le président: Oui, vous avez tout à fait raison. Peut-être pourrais-je vous donner la liste des organismes ou associations auxquels je songe. Je vais demander à M. Marcel Roy de m'aider parce que je n'ai pas bien compris le nom de l'organisme du Québec qu'il a mentionné.

Les 13 ou 14 groupes que nous avons présentement,—il y aura bien sûr, quelqu'un du domaine des transports,—sont: l'Association des consommateurs du Canada, le Syndicat national des cultivateurs, la Fédération canadienne de l'agriculture, le groupe du Québec qui n'est pas affilié, quel est son nom, monsieur Roy?

M. Roy (Laval): *L'Union des producteurs agricoles*, l'UPA.

Le président: Le Conseil canadien du commerce de détail, le Congrès du travail du Canada, la Chambre de commerce, l'Association canadienne des producteurs alimentaires, l'Institut canadien de la distribution alimentaire, l'Organisme national de lutte contre la pauvreté, l'Association canadienne des annonceurs, l'Association canadienne de l'emballage, les Fabricants canadiens de produits alimentaires.

Cette liste compte environ 13 noms et quand je dis 14 séances, je veux dire 14 jours. Il se peut que nous soyons obligés de nous réunir deux fois le mardi et deux fois le jeudi, et ainsi de suite.

Madame MacInnis.

Mme MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur le président, il y a deux points que j'aimerais soulever. Premièrement, je crois qu'on a omis deux secteurs très importants. Nous devrions, me semble-t-il, aborder la question du point de vue de la nutrition. Qu'est-ce qui constitue une bonne alimentation pour une famille canadienne, même à faible revenu? A mon avis, nous devrions certainement faire venir un spécialiste en diététique.

Le président: Voulez-vous dire, M^{me} Higgins ou quelqu'un...

Mme MacInnis (Vancouver-Kingsway): Oui, ce serait une très bonne idée de faire venir quelqu'un du *Montreal Diet Dispensary*.

Il n'y a rien ici sur le secteur coopératif. Les coopératives sont pourtant des entreprises assez importantes et florissantes dans ce pays; je crois qu'on devrait les inviter parce qu'après tout, elles sont en un sens... et les coopératives canadiennes françaises du Québec également.

M. Roy (Laval): Je croyais qu'elles étaient sur la liste. N'y étaient-elles pas, monsieur le président?